UNITED NATIONS ENVIRONMENT PROGRAMME
Programme des Nations Unies pour l'environnement Programa de las Naciones Unidas para el Medio Ambiente
Программа Организации Объединенных Наций по окружающей среде برنامج الأمم المتحدة للبيئة
联合国环境规划署
UNEP

Diffusion interdite avant le 3 novembre 2016, 10 h 00 GMT

Le monde doit de toute urgence prendre des mesures pour réduire de 25 % les émissions prévues d'ici à 2030, indique le rapport du Programme des Nations Unies pour l'environnement.

- Le monde continue à se diriger vers une hausse des températures de 2,9 à 3,4 °C d'ici la fin du siècle malgré les engagements pris à Paris.
- En 2030, les émissions dépasseront de 12 à 14 gigatonnes les niveaux fixés pour limiter le réchauffement planétaire à 2 °C.
- Les solutions passent par le renforcement de l'action avant 2020 fondé sur les engagements pris à Cancún, par une performance énergétique rentable et par l'encouragement des villes, des entreprises et de la société civile à prendre des mesures.

Londres, le 3 novembre 2016 – Le monde doit de toute urgence et radicalement revoir ses ambitions à la hausse afin de réduire d'environ un quart les émissions mondiales de gaz à effet de serre prévues d'ici à 2030 et d'avoir une chance de minimiser le changement climatique dangereux, a déclaré aujourd'hui le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) à l'occasion de la publication de son rapport annuel sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière de réduction des émissions.

Rendu public à la veille de l'entrée en vigueur de l'Accord de Paris, le rapport constate qu'en 2030, les émissions devraient atteindre 54 à 56 gigatonnes d'équivalent CO_2 – soit largement au-dessus du niveau fixé à 42 Gt pour avoir une chance de limiter le réchauffement planétaire à 2 °C d'ici la fin du siècle.

Une gigatonne équivaut plus ou moins aux émissions générées par les transports dans l'Union européenne (y compris par l'aviation) pendant un an.

Les scientifiques s'accordent à dire que limiter l'augmentation de la température mondiale en dessous de 2 °C (par rapport aux niveaux de l'ère préindustrielle) permettra de réduire les risques d'orages violents, de longues périodes de sécheresse, de hausse du niveau de la mer et d'autres effets sur le climat. Atteindre l'objectif minimum fixé à 1,5 °C permettrait de réduire ces effets, mais non de les éliminer.

Même dans le cas d'une mise en œuvre intégrale des engagements pris à Paris, les émissions prévues d'ici à 2030 entraîneront une hausse des températures mondiales de 2,9 à 3,4 °C d'ici la fin du siècle. Si nous attendons encore quelques années avant de relever le niveau d'ambition, nous risquons de compromettre la possibilité d'atteindre l'objectif des 1,5 °C, d'accroître la dépendance à l'égard des technologies à forte intensité de carbone et d'augmenter le coût d'une transition globale ultérieure vers une économie à faible taux d'émissions.

« Nous sommes sur la bonne voie : l'Accord de Paris va permettre de ralentir le changement climatique, de même que le récent amendement de Kigali qui vise à réduire les HFC », a déclaré Erik Solheim, directeur exécutif du PNUE. « Ces deux accords démontrent un solide engagement ; toutefois, ils ne sont pas suffisants si nous voulons nous donner la chance d'éviter un changement climatique grave. »

« Si nous ne prenons pas dès aujourd'hui des mesures supplémentaires, à commencer par la prochaine conférence sur le climat à Marrakech, il nous faudra déplorer la survenue d'une tragédie humaine évitable. Le nombre croissant de réfugiés climatiques frappés par la faim, la pauvreté, les maladies et les conflits nous rappellera de façon incessante notre échec. La science indique que nous devons agir beaucoup plus vite. »

Le fait que 2015 ait été l'année la plus chaude depuis le début de l'enregistrement des températures a renforcé de plus belle la nécessité d'une action urgente. Cette tendance se poursuit, les six premiers mois de l'année 2016 ayant été les plus chauds jamais enregistrés. Pourtant, le rapport indique que les émissions continuent d'augmenter.

L'amendement de Kigali au Protocole de Montréal, signé le mois dernier, vise à réduire considérablement l'utilisation des hydrofluorocarbures (HFC). Selon des études antérieures, l'amendement pourrait permettre de réduire la température moyenne de 0,5 °C s'il est pleinement mis en œuvre, même si les taux d'émissions ne commenceront pas à diminuer de façon notable avant 2025.

Par ailleurs, bien que les membres du G20 soient en passe de tenir collectivement leurs engagements pris à Cancún à l'égard du climat à l'horizon 2020, ceux-ci ne sont pas suffisamment ambitieux pour infléchir la tendance et réaliser les objectifs relatifs à la température prévus dans l'Accord de Paris.

Le rapport annuel sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière de réduction des émissions fournit une évaluation des technologies et des opportunités en vue d'identifier les réductions d'émissions supplémentaires nécessaires, notamment à travers les acteurs non gouvernementaux, l'accélération de la performance énergétique et le rapprochement avec les objectifs de développement durable.

Les acteurs non gouvernementaux (le secteur privé, les villes, les régions et les autres acteurs infranationaux comme les mobilisations citoyennes) peuvent contribuer à la réduction des émissions de plusieurs gigatonnes d'ici à 2030 dans des secteurs comme l'agriculture et les transports, si les nombreuses initiatives atteignent leurs objectifs et qu'elles ne remplacent pas d'autres mesures.

La performance énergétique est un autre domaine où l'investissement pourrait permettre de faire d'énormes progrès. En 2015, les investissements dans ce domaine ont augmenté de 6 %, soit de 221 milliards de dollars US, ce qui indique que des mesures sont déjà en train de se mettre en place.

Les études montrent qu'un investissement s'élevant à entre 20 et 100 dollars US par tonne de CO_2 pourrait permettre de réduire les émissions énergétiques de 5,9 Gt dans le secteur de la construction, de 4,1 Gt dans le secteur de l'industrie et de 2,1 Gt dans le secteur des transports d'ici à 2030.

Un nouveau rapport publié par *The 1 Gigaton Coalition* indique que les projets axés sur les énergies renouvelables et sur la performance énergétique mis en œuvre dans les pays en développement entre 2005 et 2015 permettront de réduire les émissions énergétiques de près d'une demi-gigatonne à l'horizon 2020, y compris les mesures adoptées par des pays n'ayant pris aucun engagement officiel à Cancún.

« Les projets portant sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique contribuent de manière importante à la réduction des émissions mondiales de gaz à effet de serre soutenus par la communauté internationale, déclare M. Børge Brende, le ministre des affaires étrangères norvégien. Grâce au travail de *la 1 Gigaton Coalition* nous sommes capables de mesurer et d'analyser les impacts de ces projets afin de savoir ce

qu'il nous reste encore à accomplir pour atteindre nos objectifs en matière de climat. La coalition a pour but d'inciter les pays à travers le monde à agir et à relever leur degré d'ambition pour la lutte contre le changement climatique par le biais du secteur de l'énergie. »

Enfin, la lutte contre le changement climatique est intimement liée aux objectifs de développement durable. Les premiers effets du changement climatique peuvent affaiblir notre capacité à réaliser les objectifs fixés à l'horizon 2030, et notre incapacité à atteindre les objectifs fixés dans la lutte contre le changement climatique pèsera lourdement sur le maintien des progrès de développement après 2030.

La réussite de la mise en œuvre de l'Accord de Paris et du programme des objectifs de développement durable dépendra de la capacité des gouvernements nationaux à fixer des objectifs nationaux qui contribuent aux deux initiatives et qui tirent parti des opportunités communes.

NOTES AUX ÉDITEURS

Le rapport annuel sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière de réduction des émissions, le rapport de *The 1 Gigaton Coalition* et une analyse succincte des engagements de Cancún pris par les pays du G20 pourront être téléchargés à partir d'ici une fois l'interdiction levée.

Pour plus d'informations ou pour toute demande d'entretien, veuillez contacter :

Shereen Zorba, responsable du service science et politique, PNUE, shereen.zorba@unep.org, +254 788 526000, Skype : shereen.zorba

Michael Logan, responsable du service actualités et médias, PNUE, unepnewsdesk@unep.org, +254 725 939 620